



**LES PETITS POLARS
DU MONDE N° 12**
UNE NOUVELLE INÉDITE
DE **BRIGITTE AUBERT**
ILLUSTRÉE PAR **MAX CABANES**

2€ DÈS LE JEUDI,
DANS TOUS LES KIOSQUES

Le Monde

**SAVOUREUX « GUIDE DU LOSER
AMOUREUX », DE JUNOT DIAZ**

LE MONDE DES LIVRES – SUPPLÉMENT



**A la Mostra, le choc « Heimat 4 »,
la fresque d'Edgar Reitz**

CULTURE – LIRE PAGE 11

**LES VISIONS TROUBLES
DE GUY BOURDIN**

CULTURE – LIRE PAGE 12

Vendredi 30 août 2013 - 69^e année - N° 21341 - 1,80 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

Vif débat sur l'intervention en Syrie

■ Une intervention militaire contre Damas est-elle justifiée ?

ENTRETIEN AVEC **RONY BRAUMAN** ET DÉBATS P. 16-17

■ Doutes à Paris et à Londres, et interrogations à l'ONU sur la stratégie diplomatique

LIRE P. 2-3

■ Barack Obama et le paradoxe américain

LA CHRONIQUE D'**ALAIN FRACHON** P. 20



Un membre de la mission d'enquête de l'ONU sur les armes chimiques en Syrie.

UNMO ARBEE/AP

Thomas Piketty décrypte le retour à une « société de petits rentiers »

■ Dans *Le Capital au XXI^e siècle* (Seuil), l'économiste propose une brillante analyse historique du creusement des inégalités contemporaines

Le Monde des livres consacre une double page à la sortie de *Capital au XXI^e siècle* (Seuil), une somme de l'économiste français Thomas Piketty, spécialiste de l'analyse historique des inégalités. Convoquant autant les statistiques mondiales que la littérature, avec Balzac ou Proust, l'auteur démontre à quel point les héritiers regagnent du terrain dans notre société. Après la parenthèse enchantée des « trente glorieuses », notre XXI^e siècle revient à ceux de niveaux de croissance faibles, similaires à ceux de l'ancien XIX^e, ce qui creuse les écarts de patrimoine et favorise la rente.

« Le Monde des livres » a demandé aux économistes Jean-Marc Daniel et François Chesnais de lire l'ouvrage de M. Piketty. Ils commentent la proposition phare de l'auteur : instaurer un « impôt mondial sur le capital » pour corriger les inégalités tout autant que révéler « le cadastre financier du monde ». ■

LE MONDE DES LIVRES, PAGES 2-3

La « diplomatie Poutine » ou la politique du pire

En Syrie, il y a une grande puissance sur place. Elle aurait été en mesure, il y a deux ans, d'inciter Bachar Al-Assad à la modération. Elle aurait pu favoriser un dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Celle-ci n'était alors pas gangrenée par le djihadisme et manifestait pacifiquement – on l'a trop oublié – contre le régime baasiste.

Ladite grande puissance, toujours avide de reconnaissance, aurait pu jouer un rôle éminent. Elle ne l'a pas fait. Elle a joué à autre chose : la politique du pire. Et elle porte une part de responsabilité énorme, écrasante,

à la presse moscovite : grâce à la Russie, son armée ne manque de rien – pièces détachées pour les avions de chasse, lanceurs de missiles, blindés, etc., pas un bouton de guêtre n'a fait défaut dans l'arsenal de la guerre totale que le régime syrien mène contre la rébellion.

Parce que la relation militaire entre les deux Etats date du début des années 1970, la Russie est le pays qui connaît le mieux l'état-major syrien et aussi, sans doute, les services secrets du régime. C'est la Russie qui a équipé – massivement, paraît-il – la Syrie en armes chimiques. Elle doit avoir une idée assez précise de l'endroit où elles sont stockées.

La Russie défend des intérêts parfaitement légitimes en Syrie. La coopération économique-militaire qu'elle entretient avec ce pays ressemble à celle que les Etats-Unis ont avec nombre de pays de la région. Moscou dispose notamment en Syrie d'une base maritime, à Tartous, qui est la clé de son dispositif naval en Méditerranée. Les liens commerciaux ne sont pas négligeables non plus.

Américains et Européens ont assuré Moscou qu'une solution politique, si elle était cherchée en commun, préserverait les inté-

rêts russes en Syrie. Mais le Kremlin n'a rien fait pour la favoriser. Au contraire, il s'est refusé à exercer la moindre pression sur le régime. A mesure que la guerre civile prenait forme, Moscou a eu beau jeu de dire que la Russie contenait en Syrie l'extension d'un extrémisme sunnite qui la menace en ses marches caucasiennes.

Mais ce n'est pas le fond de l'histoire. Le comportement irresponsable des Russes en Syrie s'explique autrement. Il est le produit de cette « resoviétisation » de la diplomatie russe que conduit le président Vladimir Poutine. Mélange d'ultranationalisme et de paranoïa, elle consiste à s'opposer partout à « l'Occident » – présenté comme un ennemi stratégique et culturel, dont l'unique souci serait d'empêcher la Russie d'être à nouveau une grande puissance. Alors, M. Poutine s'oppose en Syrie... au prix de la banalisation de l'emploi de l'arme chimique.

On ne trouvera qu'une excuse au Kremlin : à aucun moment les « Occidentaux » n'ont exercé de pressions sérieuses pour lui faire changer de politique en Syrie. ■

LIRE L'ANALYSE DE MARIE JÉGO PAGE 18

AUJOURD'HUI

Economies au Quai d'Orsay

La France va vendre 14 résidences d'ambassadeur, fermer 22 centres culturels, ainsi que « les antennes diplomatiques dans les pays où nos intérêts sont inexistantes ». Quatre ambassades africaines sont visées.

INTERNATIONAL – P. 4

Contre les déserts médicaux, un revenu garanti

Un nouveau dispositif offre un revenu mensuel minimum de 3 640 euros aux jeunes praticiens qui acceptent de s'installer là où les médecins manquent.

FRANCE – P. 7

Pierre Gattaz défend la baisse du coût du travail

Lors de l'université d'été du Medef, le nouveau président a réclaté 100 milliards d'euros de baisse des prélèvements obligatoires, sur les impôts comme sur les cotisations.

FRANCE – P. 9

ÉDITORIAL

dans le fait que le régime syrien a violé le tabou de l'utilisation d'une arme de destruction massive.

Cette grande puissance, c'est la Russie. Elle équipe et entraîne l'armée syrienne. Depuis le début du conflit, Moscou a mis un point d'honneur à poursuivre, et même à intensifier, ses livraisons d'armes à Damas. Bachar Al-Assad le disait encore il y a quelques jours

Stromae, poète et farceur de la chanson belge

■ L'artiste chante des histoires vécues. Arno salue un « phénomène » LIRE P. 19



FINANCE

Gary Gensler, gendarme des marchés américains et réformateur

Le président de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), régulateur des marchés à terme américains, salué par Wall Street et perçu comme indispensable par la Maison Blanche, s'est révélé être, en cinq ans, un procureur infatigable et incorruptible contre les spéculateurs. L'ex-financier et ex-sous-secrétaire au Trésor de Bill Clinton a imposé les réformes les plus audacieuses depuis la Grande Dépression. « L'intérêt de Wall Street n'est pas toujours celui du public », a déclaré celui qui a mené campagne contre les traders en pétrole, contre ceux du taux interbancaire Libor, et qui a mené l'enquête sur JPMorgan Chase et la « baleine de Londres ». LIRE CAHIER ÉCO PAGE 2

DIX ROMANS



Seuil

Une rentrée littéraire à découvrir en page 5.

Le Monde DES LIVRES

Junot Diaz Chaud New York !

Dans « Guide du loser amoureux », la langue anglaise se tord de plaisir sous les assauts latino de l'écrivain américain



FREDERIC STUCIN/PASCO

« n'appartient à nulle part », Junot Diaz. Ni à la République dominicaine, où il est né en 1968, à Villa Juana, une banlieue lépreuse de Saint-Domingue. Ni au New Jersey, où il a émigré à l'âge de 6 ans, dans une cité. Encore moins à la France – même s'il porte le nom improbable d'un général de Bonaparte et qu'il s'en amuse. « Junot, oui... C'est parce qu'elle connaissait un Haïtien qui portait ce nom français que ma mère m'a baptisé comme ça. Junot Diaz, elle trouvait que ça sonnait bien... », confiait-il au Monde en 2009.

Junot, c'est ce qui a donné Yuniior, le prénom de son personnage favori. On le retrouve dans ses trois livres, qui tous évoquent le parcours tragi-comique de la famille Diaz. On le voit petit, à Saint-Domingue, alors que Mami, la mère, inspecte les têtes de sa nombreuse progéniture à la recherche de lentes. Et que Papi, le père, s'appête à partir en exil. Ce soir-là, Papi est allé voir Abuelo, le grand-père, qui lui a tendu une boîte à cigares bourrée d'argent. « Les billets étaient neufs et sentaient le gingembre. Voilà, a-t-il dit à Papi. Maintenant, fais la fierté de tes enfants... »

Un feu d'artifice d'images et de néologismes, un crépitement d'argot et de jurons improbables...

Dans *Guide du loser amoureux*, Yuniior a une bonne dizaine d'années de plus. Son père a-t-il fait sa fierté ? A Miami, il a facilement passé la douane, avec juste un morceau de savon et un paquet de Chiclets dans la poche. Puis il a mis le cap sur Nueva York, « la ville des boulots » qui a d'abord attiré les Cubains, puis les Portoricains et les Dominicains. Il rêvait de piles de pièces d'or « aussi hautes que des cannes à sucre », mais il a vite déchanté. Ses enfants trainent dans des quartiers pourris avec des Dominicanos vendeurs de hash. Rafa, l'un d'eux, a été emporté par un cancer. Mami s'épuise

au travail et à l'église – « Elle qui n'avait jamais été accro à la religion (...) en a tellement fait des caisses avec Jesucristo qu'elle se serait clouée toute seule sur une croix si elle en avait eu une. »

Et Yuniior ? Vautré devant la télé. Fumant sa *hierba*. Et tombant des filles, bien sûr. Magda, Nilda, Alma, Lora... Chacune donne son nom à un chapitre de cet hilarant catalogue. Un anti-tableau de chasse, tant les histoires de Yuniior – cocheries, tromperies, meneries – tourment mal en général. L'infidèle se défend : « Je ne suis pas un sale type. Je sais l'impression que ça donne (...). Mais j'ai un bon fond. » Les chicas protestent. C'est un « *pendejo* », un « *sucio* », traduisez « un lâche », « un enfoiré ». Finalement, tel Dom Juan par le Commandeur, Yuniior est rattrapé par une dépression carabinée. « *Le crash d'un avion au fond de son âme.* » Est-il maudit ? S'en sortira-t-il ?

Ce *Guide du loser amoureux* n'est pas seulement la chronique drolatique de minables déboires sentimentaux. C'est d'abord et surtout un fascinant ovni littéraire. Comme Yuniior, Diaz a la langue verte et bien pendue. Son *spanglish*, un alliage incroyablement comique et corrosif d'espagnol et d'anglais (admirablement traduit), est un feu d'artifice d'images et de néologismes, un crépitement d'argot improbable, de jurons pleins de sève... Ce n'est pas

un hasard si, le jour où une de ses ex lui envoie une copie de tous les courriels et photos de ses tromperies, Yuniior se dit en relisant tout ça que « ça ferait un bon livre ». Le guide amoureux de l'amant volage. Et c'est finalement ce qui le sauvera. Ecrire les premières phrases de ses aventures. Les coucher. Mais sur le papier, cette fois. ■

GUIDE DU LOSER AMOUREUX (*This Is How You Lose Her*), de Junot Diaz, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Stéphane Roques, Plon, « Feux croisés », 204 p., 19 €.

FLORENCE NOIVILLE

Comment ne pas parler des femmes d'abord ? Chez Junot Diaz, tout tourne, tout danse, tout brûle autour d'elles. Les Dominicaines, qui ont « des bras si menus qu'on les dirait sortis d'un jardin d'enfant ». Les bouillonnantes Cap-Verdiennes, dont « les prothèses mammaires s'écrasent contre vous avec quelque chose d'irrévocable ». Les indomptables Guyanaises, aux « sourcils qui se rejoignent » et à « la peau à tomber par terre ». Les « *Asiatas* », avec « leur bouche en tesson de verre ». Et même les « *prolotes blanches* », ces « *blanquitas un peu péquenaudes* », qui ont « un faible pour les negros » et « *baisent avec la discrétion d'un train de marchandises* » !

L'homme qui aimait les chicas – et le proclame dans ce savoureux et politiquement incorrect *Guide du loser amoureux* –, c'est lui, Junot Diaz. Lorsqu'il a surgi dans le paysage littéraire américain, en 1996, il n'avait que 28 ans. Il venait de signer un recueil au titre déjà éloquent, *Comment sortir une Latina, une Black, une blonde ou une métisse* (Plon, 1998). Onze ans plus tard, sa *Brève et merveilleuse vie d'Oscar Wao* (Plon) était couronnée par le National Book Critics Circle Award et le prix Pulitzer. Diaz s'imposait. Pas seulement comme un séducteur doué. Mais surtout comme l'inventeur d'une langue pleine de fougue et de feu. Un Hispano-Dominicain des *barrios* revu et transformé par un authentique écrivain et rarement entendu en littérature.

En exergue à *Comment sortir une Latina...*, Diaz place d'ailleurs cette phrase du poète d'origine cubaine Gustavo Pérez Firmat : « Je n'appartiens pas à l'anglais bien que je n'appartiens à nulle autre part. » En effet, il

2/3

► **Forum**
Deux économistes, ont lu *Le Capital au XX^e siècle*, la somme passionnante de Thomas Piketty



4 à 6

► **Littérature**
Troy Blacklaws, Boris Razon, Jean-Philippe Toussaint

7

► **Histoire d'un livre**
La Conjuración, de Philippe Vasset

8

► **Essais**
Anouar El-Sadate, une biographie du rais égyptien qui tombe à point

9

► **Traversée Ecole : maux sans remèdes ?**
Trois livres dénoncent ce creuset des inégalités qu'est le système scolaire

10

► **Le feuilletton**
Dermot Bolger a détendu Eric Chevillard



11

► **Enfance**
Les petites bêtes de Michel Van Zeveren

12

► **Rencontre**
Dominique Noguez en pleine lumière

PRIÈRE D'INSÉRER

JEAN BIRNBAUM

Les deux sœurs et leur mère

Dans les albums pour enfants de Tomi Ungerer, les brigands ne sont pas méchants. S'ils commettent quelques larcins, c'est pour recueillir une orpheline et lui offrir un lit moelleux. Il en va de même dans le nouveau roman de Véronique Ovaldé, *La Grâce des brigands* (L'Olivier, 288 p., 19,50 €), l'un des plus enthousiasmants de cette rentrée, l'un des rares, aussi, qui oppose le rire aux larmes. Sous la plume d'Ovaldé, le brigand désigne un être plutôt médiocre, gentiment pervers, voué à sauver une enfant perdue en témoignant, presque malgré lui, de sa difficile émancipation.

« *Maria Cristina Väätonen, la vilaine sœur, adorait habiter à Santa Monica* »... *La Grâce des brigands* s'ouvre bien comme un conte pour enfants. Son héroïne est un oiseau tombé du nid, qui a grandi pieds et poings liés à sa sœur, sous l'emprise d'une mère cinglée. Laquelle fait partie de ces gens, hargneux et patients, qui abhorrent la liberté, surtout celle des livres et des femmes. Jamais elle n'a laissé les clés de la maison à ses filles, même adolescentes. Elle leur interdisait toute lecture et les couchait, le soir, les poignets ligotés : il fallait leur éviter le moindre plaisir coupable.

La Grâce des brigands raconte cette folie à trois. D'une plume douce, avec un humour intraitable, Ovaldé laisse le délire circuler dans ce triangle. L'écrivain se passe de guillemets, préservant ainsi ce flux d'émotions et de névrose. Pour le ponctuer, elle installe quelques ombres d'homme, et d'abord un écrivain argentin jadis célèbre, réfugié en Californie, qui exerce ses talents de gourou en attendant le prix Nobel : « *Cet homme parlait de sa bite en disant bite et insérait ce mot diabolique dans un écriin au subjonctif* »...

Au début du livre, on pense que Maria Cristina, qui lui tient lieu de gouvernante, va devenir son esclave. Puis on comprend que le Nobel raté est un brigand accompli – c'est-à-dire un grand psy. De ceux chez qui les enfants perdus se réfugient pour se refaire une liberté. Avant de les jeter comme une vieille chaussette. ■

Jean-Louis Fournier

Jean-Louis Fournier
La servante du Seigneur

La servante du Seigneur

« Poignant, entre tendresse et rage, entre affection et incompréhension. »
Lire

« Émouvant et empathique. »
Le Figaro

« Brillant et tranchant comme une lame. »
Paris Match

Photos © Ulf Andersen

Stock

« Le Capital au XXI^e siècle », somme de Thomas Piketty, met en lumière l'aggravation actuelle des inégalités et propose d'y remédier. Deux économistes, l'un libéral, l'autre marxiste, l'ont lu pour « Le Monde des livres »

Les héritiers sont de retour

JULIE CLARINI

On démarre avec Balzac, romancier d'un autre siècle, et on termine en compagnie de Jacques Rancière, philosophe défenseur d'une forme exigeante de la démocratie. Ce n'est pas si courant, avouons-le, quand il s'agit d'un ouvrage d'économie savant qui offre tous les gages de rigueur imposés par l'académie. C'est que son auteur, Thomas Piketty, ne conçoit pas d'étudier les inégalités économiques et leur évolution en se retirant du monde : la question interroge trop profondément le sens que nous prêtons à l'idée démocratique. Or, point de politique hors du champ des représentations. Aussi est-ce là qu'il porte le fer – et le coup fait mouche.

Jamais vous n'auriez pensé à comparer notre monde, l'aube du XXI^e siècle, à celui de Proust ? La proposition prend effet à revers ce en quoi nous voulons croire : que la croissance moderne a favorisé le travail par rapport à l'héritage, la compétence par rapport à la naissance. *Le Capital au XXI^e siècle* s'emploie à prouver que les deux sociétés se ressemblent plus qu'il n'y paraît. Les rentiers regagnent, jour après jour, de leur superbe ; l'héritage retrouve, peu s'en faut, l'importance qu'il avait... au temps du Père Goriot.



Thomas Piketty.
FRED DUFOUR/AFP

Contre-intuitif ? En effet. Si nous avons tant de mal à nous représenter cette réalité, c'est que le clivage n'est plus aussi marqué qu'au temps de Proust, entre une toute petite élite oisive et des travailleurs plus ou moins misérables. Nous sommes passés à une « société de petits rentiers ».

Thomas Piketty s'est fait une spécialité de l'analyse historique des inégalités. Travaillant entre la France et les Etats-Unis, il a fédéré un groupe de recherche international sur le sujet. Son premier ouvrage, *Les Hauts Revenus en France au XX^e siècle* (Grasset, 2001) a été prolongé par de nombreux travaux, dont certains, sur les « 1% » (les plus riches), ont influencé les débats outre-Atlantique. En 2011, juste avant la campagne présidentielle, il a proposé une réforme fiscale clé en main (*Pour une révolution fiscale*, Seuil). C'est dire que Thomas Piketty ne conçoit pas son travail sans prolongement dans l'espace public. D'ailleurs, il préfère, à celui de « sciences économiques », le terme d'« économie politique » qui a le mérite d'illustrer,

dit-il, « la visée politique, normative et morale » de sa discipline.

Cohérent avec lui-même, Piketty propose des solutions visant à corriger ces inégalités. D'autant plus que leur ampleur pourrait s'aggraver si le XXI^e s'installait dans une croissance faible. Tout comme la croissance forte du XX^e siècle a permis à la société de se renouveler, aux destins de se rejouer – et au capitalisme de ne pas mourir de ses contradictions –, une croissance molle se révèle en effet très favorable aux patrimoines accumulés par le passé. L'idée d'un « impôt mondial sur le capital » n'en devient, à ses yeux, que plus pertinente.

C'est donc sur cette synthèse, argumentée et accessible, et sur les remèdes préconisés, que nous avons demandé à deux économistes, Jean-Marc Daniel et François Chesnais, l'un proche de la tradition libérale, l'autre de l'école marxiste, de se prononcer.

A découvrir que cet impôt mondial serait, dans l'esprit de son concepteur, une « sorte de cadastre financier du monde », on comprend que l'aiguillon de Thomas Piketty est toujours le même : rendre visible l'argent, porter la lumière là où l'opacité profite aux plus nantis. S'il revient à la sphère politique de changer le monde, changer nos représentations du monde en est le préalable – et c'est bien là l'utilité, sinon la mission, des sciences sociales. ■

LE CAPITAL AU XXI^e SIÈCLE, de Thomas Piketty, Seuil, « Les livres du Nouveau Monde », 624 p., 25 € (en librairie le 5 septembre).



SERGIO AQUINO

L'impôt sur le capital mondial n'est pas la solution

JEAN-MARC DANIEL
économiste et historien

A l'heure où Bouvard et Pécuchet se sont emparés de l'économie, il est utile de lire un livre rédigé par un authentique économiste, maniant l'histoire, la théorie économique et la littérature – sinon Flaubert, en l'occurrence, du moins Balzac et l'Anglaise Jane Austen. Que retient Thomas Piketty du discours que Balzac met dans la bouche de Vautrin cherchant à dessiller les yeux de Rastignac ? Que, pour faire fortune, il vaut mieux hériter que travailler ! C'est en se fondant sur des séries statistiques nourries, remontant parfois à l'Antiquité, plus généralement au XVIII^e siècle, que Piketty en arrive à confirmer Vautrin.

Il commence par une analyse de la croissance de long terme. Ce que montre l'histoire est qu'elle ne peut atteindre les niveaux spectaculaires des « trente glo-

rieuses ». La croissance mondiale par habitant a été de 1% au XIX^e siècle et de 1,6% au XX^e, et il est probable que le XXI^e reviendra au niveau du XIX^e.

Dans un tel contexte de croissance réelle mais modérée, le ratio entre le patrimoine détenu – ou autrement dit le capital accumulé – et le niveau de production a tendance à s'accroître. En outre, cette situation de croissance modérée de la production creuse les inégalités patrimoniales, creusement qui favorise les gens en place et leurs héritiers. Cette dynamique de concentration est liée à la différence entre le taux de rendement du capital – notion plus large que le taux d'intérêt, mais qui lui correspond grosso modo – et le taux de croissance de la production. Depuis longtemps, les économistes savent que la « règle d'or de la croissance » est que le taux d'intérêt doit être égal au taux de croissance. Dans une situation de taux d'intérêt supérieur au taux de croissance, apparaît un déséquilibre favorisant les détenteurs de capital.

De sa plongée détaillée, parfois fastidieuse, dans l'histoire et ses statistiques, Piketty conclut que, sur le long terme, l'économie s'installe assez naturellement dans

ce genre de situation. La seule période néfaste aux détenteurs de capital fut la période 1914-1945. Cette correction était liée à l'action de l'Etat, une action brutale puisque le capital fut détruit par les deux guerres mondiales pour sa composante physique et l'inflation qui les a accompagnées pour sa composante financière. A cette brutalité politique irréfléchie s'est ajoutée une brutalité économique assumée au travers des nationalisations et des

Piketty aborde le problème de l'accumulation du capital de façon plus partisane que scientifique

politiques de blocage des loyers qui réduisirent le rendement du capital immobilier.

Même si Piketty ne fait pas du retour à ces pratiques le moyen de ramener le taux de rendement du capital au niveau du taux de croissance, il milite néanmoins pour une action volontariste de l'Etat afin de contenir les inégalités de patrimoine. Puisqu'il a conscience que la nationalisation et les gestions à la soviéti-

que sont des échecs, voire des drames, il propose une intrusion de l'Etat s'appuyant sur cette forme de violence particulière et ritualisée qu'est le prélèvement fiscal. Donc, dans la quatrième partie du livre, on trouve sa proposition phare : un impôt progressif sur le capital mondial. Très vite, il admet que c'est une utopie, mais une « utopie utile ». Et comme pour se justifier, il rappelle au passage que Maurice Allais a défendu à la fin des années 1970 le principe d'un impôt significatif sur le capital.

Il aurait pu également se référer aux physiocrates, les libéraux du XVIII^e siècle, qui y étaient favorables. Mais c'était dans une logique bien différente. Leur but était d'inciter les détenteurs de patrimoine à le valoriser au mieux. Pour eux, l'enjeu, dans la gestion du capital, n'est pas son volume et sa répartition mais son usage. Quand leur démarche était d'incitation, celle de Piketty est de punition.

Après ses longs développements économiques et statistiques, il aborde le problème de l'accumulation du capital de façon plus partisane que vraiment scientifique.

En effet, en théorie économique, si le capital rapporte tant, c'est-à-dire si son prix est si élevé, c'est qu'il est relativement rare – ce que Piketty admet d'ailleurs plus ou moins. Si on laisse son volume augmenter du fait du libre jeu du marché, son rendement baissera, la tendance à son augmentation et sa concentration se corrigeront. Concrètement, prenons le cas du patrimoine immobilier. Si on considère qu'il rapporte trop aux propriétaires, il y a trois solutions : la violence étatique de premier degré, la plus stupide, combinant blocage des loyers et confiscation des logements ; la violence étatique plus subtile, sous forme fiscale, que recommande Piketty ; la logique de marché qui laisse agir les promoteurs, les loyers se mettant alors à baisser quand l'offre de logements satisfait enfin la demande. Les deux premières, étatistes, conduisent à la pénurie, la troisième conduit à la croissance.

Si c'est à l'évidence sur des livres de la qualité de celui de Thomas Piketty que doit reposer le débat entre impôt et concurrence, constatons néanmoins une fois encore la séduction étrange qu'exerce le malthusianisme étatiste et fiscaliste sur nos plus brillants esprits. ■



Comment desserrer l'étau de l'oligarchie financière ?

FRANÇOIS CHESNAIS
économiste

Dans le climat intellectuel et politique actuel, voici un livre bienvenu. Les termes du débat sont définis dès le premier paragraphe : l'évolution de la répartition des richesses dans le long terme et le rapport entre l'accumulation de capital privé et sa concentration donnent-ils raison plutôt à Marx, qui annonçait leur polarisation croissante, ou à Kuznets, l'économiste américain des années 1950 qui prévoyait leur atténuation sous l'effet de la croissance ? Thomas Piketty se place du côté, non de la science économique, avec sa prétention à « une scientificité supérieure aux autres sciences sociales » et à une « neutralité » dans le débat politique, mais de l'économie politique, « expression un peu vieillotte » mais dont il se réclame. Celle-ci cher-

Un contexte de croissance lente, d'explosion du salaire des « super-cadres », de montée des loyers...

che à réunir et analyser de façon méthodique des données qui aident à ce que le débat démocratique soit mieux informé et se focalise sur les bonnes questions.

Il tire deux grandes conclusions de son travail. La première est qu'en matière de répartition des richesses il faut se départir de tout déterminisme économique : son histoire est profondément politique. La réduction des inégalités observée dans les pays développés pendant une phase du XX^e siècle a été le produit des guerres et de la crise de 1929, ainsi que des politiques publiques établies à la suite de ces chocs et des luttes sociales qui les ont accompagnées. De même, la remontée des inégalités dans les années 1970-1980 doit beaucoup au retournement politique des dernières décennies, notamment fiscales et financières. Des processus cumulatifs s'enclenchent où les changements dans les « représentations que se font les acteurs économiques, politiques, sociaux de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas » contribuent à « modifier le rapport de force entre eux et à façonner les choix politiques qui en découlent ». La mort, sous les tirs de la police, des mineurs de Marikana en Afrique du Sud, en grève contre les niveaux de salaire fixés par des actionnaires basés à Londres, conduit Piketty à s'interroger : « L'affrontement capital-travail appartient-il au passé ou sera-t-il l'une des clés du XXI^e siècle ? » Question que « l'extrême concentration de la propriété du capital » ainsi que la recherche de rendements élevés obligent à poser. Bonne entrée en matière qui encourage d'aller plus avant.

Le « capital au XXI^e siècle » est étudié ici comme capital-propriété, et non comme capital-fonction (distinction importante de Marx). On n'y trouvera rien sur la concentration, l'internationalisation de la production ou la mise en concurrence mondialisée des travailleurs, qui sont le substrat du rendement du capital. Mais on saura gré à Piketty d'inclure dans ses calculs de rendement non seulement les profits et les dividendes, mais aussi les intérêts nourrissant la rente financière, ainsi que les loyers attendants à la rente immobilière, à laquelle il prête grande attention. Ce capital-propriété s'est accru sous l'effet cumulé du partage entre capi-

tal et travail dans un contexte de croissance lente, d'explosion du salaire des « super-cadres », de montée des intérêts et des loyers mais aussi de la transmission par héritage. Le chapitre « Mérite et héritage dans le long terme » met ce facteur en regard des autres facteurs d'inégalité. L'accumulation patrimoniale par héritage est redevenue importante, et les conseils donnés par Vautrin à Rastignac (se marier à une héritière plutôt qu'étudier) ont retrouvé leur pleine pertinence.

La seconde conclusion de Piketty est donc que la dynamique de la répartition des richesses met en jeu de puissants mécanismes qui vont bien au-delà de ceux généralement analysés par la science économique. Examinés sur un siècle ou plus, on constate qu'ils poussent plutôt dans le sens de la divergence. Ce sont les événements particuliers du XX^e siècle – guerres, grande crise, puissants mouvements sociaux – qui ont permis une phase de convergence. Puisqu'il n'existe aucun processus spontané permettant d'éviter que les tendances inégalitaires ne l'emportent durablement, l'action de l'Etat a une importance décisive. Le livre se termine donc par des propositions d'action publique. Elles sont détaillées dans quatre chapitres. Le premier, « Un Etat social pour le XXI^e siècle », brasse un ensemble très large de questions. La défense des retraites par répartition s'accompagne de celle des comptes individuels, dont on est un peu étonné d'apprendre qu'ils aideraient à « ce que l'accumulation patrimoniale puisse également concerner les plus modestes ».

Vient ensuite un chapitre où Piketty reprend des propositions qu'il a défendues depuis longtemps, à savoir le retour à l'imposition des hauts revenus aux niveaux « confiscatoires » des Etats-Unis des années 1930. Le volet suivant est celui de « l'utopie utile » de l'impôt mondial sur le capital. C'est ici manifestement que Piketty a le plus à cœur de dire quel devrait être « le rôle idéal de l'Etat ». Mais l'époque où l'économie politique pouvait s'adresser à des princes éclairés est depuis longtemps révolue. Quand on sait le sort fait à la très modeste proposition de taxe sur les transactions financières (« taxe Tobin »), on reste sceptique et on attend avec impatience le chapitre sur la dette publique. Piketty nous a dit que les rapports de force sont décisifs. On pourrait donc penser qu'une large mobilisation politique pour l'annulation de la dette et la socialisation du système bancaire soit reconnue comme un levier important qui desserrerait l'étau de l'oligarchie financière ? Las ! Ce serait courir le risque « de panique bancaire et de faillites en cascade ». Nous voici donc renvoyés de nouveau à un « impôt exceptionnel ». Reste à saluer la clarté et l'intelligence de la présentation des données. Sur les inégalités, chacun a désormais les pièces en main. ■

Instrument de mesure

Poursuivant le travail de Simon Kuznets (1901-1985) sur les Etats-Unis, dans *La Part des hauts revenus dans le revenu et l'épargne* (1953), première tentative de mesure de l'inégalité, la World Top Incomes Database (WTID), dont le projet est issu des premiers travaux de Thomas Piketty, rassemble aujourd'hui une trentaine de chercheurs de par le monde. C'est la plus vaste base de données historiques sur les inégalités de revenus, intégrant plus de 25 pays. Elle est accessible en ligne. Topincomes.parisschoolofeconomics.eu

Des fictions pour se représenter les inégalités

Le *Capital au XXI^e siècle* mobilise romans et séries télévisées pour analyser nos représentations de l'argent. Exemples.

Le Père Goriot. Vaut-il mieux étudier et trouver un bon emploi ? Ou, comme le conseille Vautrin à Rastignac dans *Le Père Goriot*, se contenter d'épouser une héritière ? La réponse à cette question varie au fil des générations, bien sûr. Pour celle née dans les années 1910-1920, comme pour celle née dans les années 1940-1950, il est plus rentable, nous apprend Thomas Piketty, de vivre de son travail que de faire un héritage, même dans les 1% les plus élevés – à une condition (et non des moindres) : que son emploi se situe dans les 1% les mieux payés. En revanche, pour les Rastignac nés dans les années 1970-1980, le choix de vie est plus complexe : il peut être intéressant de faire un bon mariage. Ils vivent en effet « entre le monde cynique de Vautrin (où l'héritage dominait le travail) et le monde enchanté des « trente glorieuses » (où le travail dominait l'héritage) ».

Les 1% des héritages les plus élevés ainsi que les 1% des emplois les mieux payés assurent tout de même un niveau de vie entre 10 et 13 fois plus élevé que le niveau de vie populaire. Au temps de Balzac, les proportions étaient, pour l'héritage, de 25 à 30 fois le niveau de vie populaire, et, pour le travail, de 10 fois. Fait notable : si l'on mesure en part de ressources globales, l'héritage reprend, pour la génération née dans les années 1970-1980, une « importance inconnue depuis le XIX^e siècle ».

Mad Men. L'Amérique a bien changé depuis Kennedy. Elle était encore, dans les sixties, très éprise d'égalité. Entre les années 1950 et 1970, à l'époque où se situe la série « Mad Men », les Etats-Unis connaissent même la phase la moins inégalitaire (économiquement) de leur histoire, nous apprend Thomas Piketty. Le mandat de Ronald Reagan amorce un grand renversement de tendance. La hausse des inégalités s'explique pour une large part par « la montée sans précédent de l'inégalité des salaires, et en parti-

culier par l'émergence de rémunérations extrêmement élevées au sommet parmi les cadres dirigeants des grandes entreprises ». On pense à la série « Damages », qui met en scène, dans certaines saisons, de cupides grands patrons. Par ailleurs, cette évolution s'accompagne d'une nette baisse du taux supérieur d'imposition sur le revenu, qui avait longtemps été au dessus des niveaux appliqués en France.

Du côté de chez Swann. A l'époque où Proust signe le premier tome d'*A la recherche du temps perdu*, Paris rassemble un vingtième de la population française mais le quart des patrimoines. La concentration des fortunes est frappante. Elle est même si extrême qu'il « est naturel de se demander jusqu'où elle aurait pu monter en l'absence de guerre ». Un siècle plus tard, en 2013, les patrimoines ont retrouvé toute leur prospérité. Mais ils sont moins concentrés : une des leçons du livre est l'apparition d'une classe moyenne patrimoniale qui possède environ un tiers du patrimoine national. ■ J.C.